LP/STÉPHANE FRACHET

Lyon (Rhône), mardi. La place Carnot ayant été retenue pour accueillir le mémorial, la statue de la République devra être déplacée. Reste à savoir où.

Lyon érigera un mémorial de la Shoah

RHÔNE | Lors du conseil municipal du 15 décembre, a été voté son installation devant la gare de Perrache, d'où est parti le dernier train de la mort, le 11 août 1944. Il est attendu pour août 2024.

Stéphane Frachet

EN CETTE fin décembre, les derniers chalets du marché de Noël évacuent la place Carnot à Lyon (Rhône), devant la gare de Perrache. Sur cette place arborée, pas vraiment appréciée des Lyonnais, trône une statue classique d'une petite dizaine de mètres de haut, l'allégorie de la République.

« On voit bien que la ville essaie de l'animer, mais ça zone souvent, surtout l'été », constate Gaëtan, serveur. Malgré son état de vieillissement, cette statue reste l'emblème de la place. « C'est le seul endroit un peu joli, c'est là que je promène mon chien tous les matins », raconte Nathalie Bellet, une riveraine.

Lors du dernier conseil, le 15 décembre, l'équipe du maire, Grégory Doucet (EELV), a décidé de la restaurer et surtout de la déplacer pour permettre l'installation d'un mémorial de la Shoah. Le projet a été lancé en 2018, sous l'impulsion des époux Klarsfeld et de l'association présidée par Jean-Olivier Viout, 72 ans, magistrat honoraire, qui était substitut du procureur lors du procès de Klaus Barbie, officier SS et chef de la Gestapo de Lyon, en 1987.

650 personnes à bord du dernier train de la mort

C'est en effet de Perrache qu'est parti le dernier train de la mort, le 11 août 1944, avec 650 passagers à son bord. La moitié environ était des résistants et des internés, dont beaucoup de femmes, l'autre moitié des juifs. Ce train a d'abord pris la direction de la région parisienne, vers les gares de transit de Romainville et Drancy (Seine-Saint-Denis), qui répartissaient les déportés.

« Ces gares n'étaient plus accessibles à cause des sabotages des résistants et des bombardements alliés », raconte l'ancien juge. Le 31 juillet 1944, les autorités allemandes avaient décidé de stopper les convois en partance de Drancy.

Le destin du train lyonnais sera tout autre. Après dix jours d'errance, la Gestapo l'aiguille vers les camps de concentration et d'extermination : d'abord le Struthof, sur les hauteurs d'Alsace, puis Auschwitz, Birkenau (Pologne) et Ravensbrück (Allemagne).

En avril 1944, Perrache a aussi vu partir les 44 enfants juifs de la colonie d'Izieu (Ain), arrêtés et envoyés à la mort après une dénonciation. Une plaque rappelle l'événement.

Un concours en juillet

C'est pour ces raisons que la ville et la Métropole du Grand Lyon ont voté un soutien, à l'unanimité des groupes, pour subventionner l'association. Au total, elle va percevoir 150 000 € pour lancer en janvier un concours afin de concevoir ce mémorial. Il y a juste un petit hic : pour que ce mémorial voie enfin le jour, si possible avant août 2024 pour le 80e anniversaire du départ du dernier train de la mort, il faut déplacer la fameuse statue de la République. Un chantier de reconfiguration du Centre d'échange Lyon-Perrache (CELP) va démarrer, et ne s'achèvera qu'en 2028. « L'emprise des travaux contraint l'espace disponible », résume Grégory Doucet.

« C'est dommage, elle a de l'allure cette statue de la République. Elle porte des symboles forts dans ce lieu très mélangé qu'est la gare », remarque Anouar Khoffi, le buraliste qui fait face à l'ouvrage. « On lui trouvera un autre lieu aussi approprié », répond Grégory Doucet, qui fera appel à la concertation pour le choisir.